

2° douze mois de réduction de moitié des prestations de travail à temps plein ;

3° trente mois de réduction d'un cinquième des prestations de travail à temps plein.

Le membre du personnel a droit, pendant sa carrière entière, à un maximum :

1° de six mois d'interruption de la carrière à temps plein, à prendre par mois entier ou par un multiple de celui-ci ;

2° de douze mois de réduction de moitié des prestations de travail à temps plein, à prendre par deux mois entiers ou par un multiple de ceux-ci ;

3° de trente mois de réduction d'un cinquième des prestations de travail à temps plein, à prendre par cinq mois entiers ou par un multiple de ceux-ci.

Par dérogation à l'alinéa 2, un membre du personnel peut, après accord préalable de son supérieur hiérarchique :

1° prendre l'interruption de carrière à temps plein par semaines entières ;

2° prendre la réduction de moitié des prestations de travail à temps plein par mois entiers.

En cas de changement de mode de prise de congé, le congé d'aidant proche déjà pris est comptabilisé suivant le principe selon lequel un mois d'interruption à temps plein équivaut à deux mois de réduction de moitié des prestations de travail à temps plein et à cinq mois de réduction d'un cinquième des prestations de travail à temps plein. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'accord du conseil des ministres fédéral.

Art. 3. Le ministre flamand qui a les ressources humaines dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2026.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

M. DIEPENDAELE

La Ministre flamande de l'Intérieur, de la Politique des villes et rurale, du Vivre ensemble,
de l'Intégration et de l'Insertion civique, de la Gouvernance publique, de l'Économie sociale et de la Pêche,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2026/006265]

16 JUILLET 2026. — Décret modifiant le Code forestier en ce qui concerne la prise en compte des phénomènes sanitaires forestiers (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 3 du Code forestier du 15 juillet 2008, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, est complété par les 32° et 33° rédigés comme suit :

« 32° phénomènes sanitaires et sinistres forestiers : l'ensemble des phénomènes relevant d'une des deux catégories suivantes :

a) phénomène affectant la santé des forêts : phénomène d'origine biotique, abiotique ou anthropique, qui impacte ou risque sérieusement d'impacter le bon état, la vitalité et la résilience d'une ou de plusieurs composantes biotiques ou abiotiques des bois et forêts, ou leurs fonctions multiples ;

b) de provenance forestière : phénomène d'origine biotique, abiotique ou anthropique, qui trouve son origine dans le milieu forestier et qui impacte ou risque sérieusement d'impacter la santé publique, la sécurité publique, des biens ou des activités économiques, sans nécessairement affecter le fonctionnement de l'écosystème forestier ou les fonctions des bois et forêts ;

33° crise sanitaire : situation exceptionnelle caractérisée par la survenance ou la menace sérieuse et imminente de survenance d'un phénomène sanitaire ou sinistre forestier qui, par son intensité, son caractère imprévisible, son extension géographique, sa rapidité d'évolution, sa durée ou son caractère cumulatif, dépasse les capacités normales de gestion ou de prévention des acteurs concernés, et présente un risque grave pour le fonctionnement et la santé des écosystèmes forestiers, ou pour la santé publique, la sécurité publique, les biens ou les activités économiques. ».

Art. 2. A l'article 30, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots « ou de compenser » sont insérés entre les mots « en vue de favoriser » et les mots « dans les bois et forêts » ;

b) les mots « les travaux » sont chaque fois remplacés par les mots « les mesures et travaux » ;

c) le 3° est complété par les mots « , ou à maintenir ou augmenter leur résilience face aux phénomènes sanitaires et sinistres forestiers et au changement climatique » ;

d) l'alinéa est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° les mesures et travaux destinés au maintien ou au développement du rôle des bois et forêts dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et leurs conséquences ;

7° les mesures et travaux destinés à faciliter la lutte contre les incendies ou à en minimiser les conséquences. ».

Art. 3. Dans l'article 44 du même Code, les mots « sur des surfaces inférieures à cinquante ares, sur les pentes supérieures à dix pour cent et » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 45 du même Code, les mots « sylvicole ou cynégétique » sont remplacés par les mots « sylvicole, cynégétique ou de lutte sanitaire ».

Art. 5. Dans le Titre III du même Code, il est inséré un chapitre VII, intitulé « Des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers ».

Art. 6. Dans le chapitre VII, inséré par l'article 5, il est inséré une Section 1e intitulée « De la surveillance, de la détection, du suivi, de la gestion préventive et de l'atténuation des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers ».

Art. 7. Dans la section 1e, insérée par l'article 6, il est inséré un article 51/1 rédigé comme suit :

« Art. 51/1. § 1^{er}. Un Observatoire de la Santé des Forêts est institué au sein du Service public de Wallonie afin de :

1° surveiller l'état sanitaire des forêts ;

2° détecter et suivre l'évolution des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers de tout ordre ;

3° collecter les données permettant de les documenter ;

4° informer et appuyer les acteurs du monde forestier en les conseillant quant à la gestion préventive et aux mesures à mettre en oeuvre pour atténuer les conséquences dommageables de ces phénomènes.

L'Observatoire adresse annuellement un rapport d'activités au Parlement de Wallonie et au ministre qui a les forêts dans ses attributions.

Le Gouvernement peut désigner des correspondants observateurs au sein des agents contractuels et statutaires du DNF en qualité de correspondant observateur pour les bois et forêts bénéficiant du régime forestier afin de :

1° surveiller l'état sanitaire des forêts ;

2° détecter et suivre l'évolution des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers de tout ordre ;

3° collecter les données permettant de les documenter ;

4° informer l'Observatoire de la Santé des Forêts.

§ 2. Le personnel statutaire ou contractuel de l'Observatoire de la santé des forêts est autorisé à pénétrer dans les bois et forêts des propriétaires tant publics que privés non constitutifs d'un domicile, y compris ceux situés dans les zones exclues par l'article 2, alinéa 3, 2° et 3°, pour y procéder aux opérations nécessaires à la détection et au suivi des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers, de 8h à 18h.

Ce droit d'accès est exercé dans le cadre exclusif des missions visées au paragraphe 1^{er}.

Cet accès est conditionné à l'information préalable du propriétaire au plus tard une semaine à l'avance, sauf circonstances de force majeure ou raisons impérieuses dûment justifiées, ou suspicion sérieuse d'un phénomène sanitaire ou sinistre forestier dont l'évolution pourrait être très rapide et qui risquerait d'occasionner des dommages importants si ce délai n'était pas respecté. Dans ce cas, l'information a lieu dans les meilleurs délais possibles, sauf impossibilité étayée par des éléments probants. L'envoi au propriétaire privé d'un compte rendu conforme à l'article 94 est impératif en toutes circonstances après la visite.

L'Observatoire wallon des Forêts informe le titulaire du droit de chasse si celui-ci n'est pas exercé par le propriétaire.

Les opérations nécessaires à la détection et au suivi des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers comportent l'observation, l'établissement de reportages photographiques et la prise de mesures ou d'échantillons.

§ 3. Pour permettre l'identification du propriétaire d'une parcelle concernée par un phénomène sanitaire ou sinistre forestier, ainsi que l'envoi de l'information préalable à toute visite, l'envoi du compte rendu, et la communication éventuelle de conseils de prévention ou de gestion, les agents visés au paragraphe 2 sont autorisés à consulter les données du registre cadastral permettant de connaître le nom du propriétaire et son numéro de registre national, et les données du registre national permettant d'associer ce nom et ce numéro à une adresse de contact.

Si cette démarche ne permet pas d'identifier le propriétaire avec suffisamment de certitude, ou en cas d'urgence justifiée par des raisons impérieuses, les agents visés au paragraphe 2 peuvent interroger la commune, les voisins ou l'occupant.

Le cas échéant, pour identifier le titulaire du droit de chasse, les agents visés au paragraphe 2 peuvent interroger le propriétaire, la commune, le voisin, ou l'occupant.

Le traitement des données personnelles récoltées en application du présent paragraphe relève de l'Observatoire de la santé des forêts. Les données sont conservées jusqu'à l'envoi du compte rendu et des conseils éventuels, et ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles énoncées à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Les données scientifiques récoltées sur les parcelles visitées sont utilisées pour le suivi des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers wallons, notamment leur évolution dans le temps et sur le territoire de la Wallonie. Elles peuvent faire l'objet d'un traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

Les données scientifiques récoltées sur les parcelles visitées servent également à :

1° élaborer une politique de gestion préventive ou d'atténuation des risques propre à chaque phénomène sanitaire ou sinistre forestier identifié ;

2° avertir le Gouvernement en cas d'imminence ou de survenance d'une crise sanitaire ;

3° élaborer une politique de gestion de crise en cas de crise sanitaire avérée, propre au phénomène sanitaire ou au sinistre forestier observé.

Aucune donnée de nature à révéler des situations individuelles, comme des données de géolocalisation précises des parcelles concernées, ne peut être divulguée. ».

Art. 8. Dans la section 1e, insérée par l'article 6, il est inséré un article 51/2 rédigé comme suit :

« Art. 51/2. § 1^{er}. Le Gouvernement peut définir des mesures de prévention, d'atténuation des risques ou de gestion courante des phénomènes sanitaires et sinistres forestiers identifiés :

1° la surveillance périodique des peuplements et le signalement aux agents de toute observation anormale ;

2° le respect de mesures d'hygiène et de mesures de biosécurité ;

3° le respect de mesures imposées par une réglementation européenne ;

4° toute autre mesure pertinente et proportionnée au regard du risque identifié et de sa prévalence.

En cas d'absence de mise en oeuvre ou de refus manifeste d'exécution des mesures visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut imposer leur exécution aux propriétaires publics et privés ainsi qu'à tout ayant-droit.

Les mesures peuvent concerner l'ensemble du territoire wallon ou une partie de celui-ci correspondant à une ou plusieurs zones dont les limites sont arrêtées par le Gouvernement, en fonction de la localisation de l'origine d'un foyer et des obstacles naturels et artificiels à la dissémination du risque.

§ 2. Le service du SPW ARNE désigné par le Gouvernement est autorisé à consulter les données du registre cadastral permettant de connaître le nom du propriétaire et son numéro de registre national, et les données du registre national permettant d'associer ce nom et ce numéro à une adresse de contact pour procéder aux opérations et suivis nécessaires à la mise en place des mesures de gestion préventive, d'atténuation des risques visées au paragraphe 1^{er}.

Si cette démarche ne permet pas d'identifier le propriétaire avec suffisamment de certitude, les agents visés à l'alinéa 1^{er} peuvent interroger la commune, les voisins ou l'occupant.

Le traitement des données personnelles récoltées en application du présent paragraphe relève du service du SPW ARNE visé à l'alinéa 1^{er}. Les données sont conservées jusqu'à l'envoi du compte rendu et des conseils éventuels, et ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles énoncées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 9. Dans le chapitre VII, inséré par l'article 6, il est inséré une section 2 intitulée « De la gestion des crises sanitaires qui requièrent des moyens de lutte exceptionnels ».

Art. 10. Dans la section 2, insérée par l'article 9, il est inséré un article 51/3 rédigé comme suit :

« Art. 51/3. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déterminer des critères et des seuils d'entrée et de sortie propres à chaque phénomène sanitaire ou sinistre forestier, permettant d'établir quand ce phénomène sanitaire ou sinistre forestier doit être qualifié de crise sanitaire qui requiert des moyens de lutte exceptionnels.

Le Gouvernement détermine la procédure de confirmation de la survenance d'une telle crise sanitaire et de l'établissement de son étendue géographique et temporelle.

Dans le cadre de cette procédure, le Gouvernement peut autoriser l'Observatoire de la santé des forêts à reconnaître lui-même, moyennant confirmation ultérieure par le Gouvernement, endéans un délai de maximum six semaines, la survenance d'une crise sanitaire et son étendue géographique, en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles, pour un ou plusieurs phénomènes sanitaires ou sinistres forestiers déterminés.

Le délai visé à l'alinéa 3 peut être prolongé dans des circonstances spécifiques dûment motivées pour une durée supplémentaire de maximum six semaines.

§ 2. Le Gouvernement peut prévoir que, lorsque la survenance d'une crise sanitaire est confirmée, des mesures spécifiques s'appliquent jusqu'à ce que la situation de crise confirmée soit éteinte, et dans ce cadre, il peut :

1° prévoir des mesures de gestion spécifiques, éventuellement plus contraignantes que les mesures de gestion préventive, d'atténuation des risques ou de gestion courante ;

2° prévoir des dérogations spécifiques aux articles 18 à 28, 38, 42, 45, 78, 79, 80, 83 et 85, dûment justifiées par une analyse de risques en ce qui concerne les articles 38 et 42 ;

3° imposer aux propriétaires publics et privés ou aux ayants droit de mettre en oeuvre des mesures de gestion spécifiques endéans un délai imposé et à défaut d'exécution dans ce délai, prévoir une procédure d'exécution d'office desdites mesures, le cas échéant aux frais du propriétaire ou ayant droit défaillant ;

4° octroyer des défraiements pour compenser les contraintes supplémentaires imposées aux propriétaires publics et privés ou aux ayants droit.

Les mesures peuvent concerner l'ensemble du territoire wallon ou une partie de celui-ci correspondant à une ou plusieurs zones dont les limites sont arrêtées conformément au paragraphe 1^{er}, en fonction de la localisation de l'origine d'un foyer et des obstacles naturels et artificiels à la dissémination du phénomène sanitaire concerné.

§ 3. Le personnel statutaire ou contractuel du Département de la nature et des forêts est autorisé à pénétrer dans les bois et forêts des propriétaires tant publics que privés non constitutifs d'un domicile, y compris ceux situés dans les zones exclues par l'article 2, alinéa 3, 2° et 3°, dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures spécifiques visées au paragraphe 2.

Cet accès est conditionné à l'information du propriétaire dans les meilleurs délais possibles, sauf impossibilité étayée par des éléments probants, et à l'envoi au propriétaire privé d'un compte rendu conforme à l'article 94 après la visite.

Pour permettre l'identification de ce propriétaire, ainsi que l'envoi de l'information relative à toute visite, l'envoi du compte rendu, et la communication éventuelle de conseils et de mesures obligatoires de gestion en lien avec la crise sanitaire observée, les agents visés à l'alinéa 1^{er} sont autorisés à consulter les données du registre cadastral permettant de connaître le nom du propriétaire et son numéro de registre national, et les données du registre national permettant d'associer ce nom et ce numéro à une adresse de contact.

Si cette démarche ne permet pas d'identifier le propriétaire avec suffisamment de certitude, ou en cas d'urgence justifiée par des raisons impérieuses, les agents visés à l'alinéa 1^{er} peuvent interroger la commune, les voisins ou l'occupant.

Le traitement des données personnelles récoltées en application du présent paragraphe relève du Département de la Nature et des Forêts. Les données sont conservées jusqu'à l'envoi du compte rendu et des conseils éventuels, et ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles énoncées au présent paragraphe. ».

Art. 11. Dans le chapitre VII, inséré par l'article 6, il est inséré une section 3 intitulée « De la restauration, de la réparation et des compensations consécutives à une crise sanitaire ».

Art. 12. Dans la section 3, insérée par l'article 11, il est inséré un article 51/4 rédigé comme suit :

« Art. 51/4. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer, dans le respect de la réglementation européenne en matière d'aides d'état, à toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé impactée par un phénomène sanitaire ou sinistre forestier, ou par les mesures de prévention ou de gestion adoptées concernant ce phénomène sanitaire ou sinistre forestier, des aides destinées à la restauration, la réparation ou la compensation des dommages causés par des phénomènes sanitaires ou sinistres forestiers aux forêts, personnes, biens et activités économiques, que ceux-ci aient une origine biotique, abiotique ou anthropique.

Le Gouvernement précise les bénéficiaires visés.

§ 2. Pour les aides visées au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement détermine :

1° la procédure d'octroi de l'aide, en ce compris les instances à consulter ;

2° les conditions d'octroi de l'aide ;

3° les dommages pris en compte ;

4° les montants de l'aide, les abattements, les majorations et diminutions, et les exclusions ;

5° les méthodes d'évaluation et de liquidation du dommage ;

6° les mesures d'expertise et de contrôle.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, le Gouvernement peut déterminer un montant minimal et un montant maximal d'aide par bénéficiaire et par aide.

L'introduction d'une action en responsabilité en vue de la réparation du dommage, ne fait pas obstacle à l'obtention de l'aide. ».

Art. 13. L'article 64 du même Code, modifié par le décret du 16 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64. § 1^{er}. Lorsque les bois et forêts des personnes morales de droit public font partie du périmètre d'un site Natura 2000, le plan d'aménagement existant est révisé, pour le rendre conforme aux règles et objectifs et enjeux biologiques de ce statut.

Dans cette hypothèse, le projet de révision du plan d'aménagement est élaboré par l'agent désigné par le Gouvernement et approuvé par le propriétaire.

L'agent désigné par le Gouvernement sollicite l'avis de la commission de conservation pour les sites Natura 2000. L'avis motivé est rendu dans les soixante jours de la demande, sauf dispositions contraires. Les délais sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août. A défaut d'avis dans le délai, la procédure est poursuivie.

§ 2. Lorsque les bois et forêts des personnes morales de droit public sont reconnus en réserve naturelle ou en réserve forestière, le plan de gestion de la réserve naturelle ou de la réserve forestière est substitué au plan d'aménagement forestier et est réputé constituer un plan d'aménagement pour les terrains concernés. ».

Art. 14. Dans l'article 70, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « en cas de crise sanitaire ou » sont insérés entre les mots « Dans les forêts domaniales, » et le mot « lorsque ».

Art. 15. Dans l'article 74 du même Code, les mots « les chablis » sont remplacés par les mots « les bois chablis, cassés et scolytés ».

Art. 16. L'article 79, alinéa 2, du même Code, est remplacé comme suit :

« La vente ne devient définitive qu'après validation de la vente, le cas échéant en séance, par le collège communal ou son délégué, ou par l'organe compétent de la personne morale de droit public ou son délégué. ».

Art. 17. A l'article 103 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 22, 40, 42, 43, 44, 46, 62, 66, 68, 71, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, 71, alinéa 2, 80 et 88 » sont remplacés par les mots « aux articles 22, 40, 42, 43, 44, 46, 51/2, 62, 66, 68, 71, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, 71, alinéa 2, 80 et 88 » ;

2° l'alinéa unique est complété comme suit : « , en s'opposant, en enfreignant, en ne respectant pas ou en n'exécutant pas les mesures prévues ».

Art. 18. Dans l'article 104 du même Code, les mots « aux articles 73, 74 et 85 » sont remplacés par les mots « aux articles 51/3, 73, 74 et 85 ».

Art. 19. Dans l'article 108, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 24 novembre 2021, le mot « transaction » est remplacé par les mots « perception immédiate ».

Art. 20. L'article 15, 5°, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels est abrogé.

Art. 21. L'article 3 entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement, et au plus tard le 1^{er} janvier 2028.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 2026.

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances,
des Relations internationales et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi,
de la Formation, de la Recherche et du Numérique,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale,
Y. COPPIETERS

La Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives,
J. GALANT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
V. LESCENIER

La Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports,
C. NEVEN

La Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
A.-C. DALCQ

—
Note

(1) Session 2025-2026

Documents du Parlement wallon, 563 (2025-2026) N° 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 juillet 2026.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2026/006265]

16. JULI 2026 — Dekret zur Abänderung des Forstgesetzbuches hinsichtlich der Berücksichtigung von forstsanitären Ereignissen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 3 des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird um die Ziffern 32 und 33 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“32° forstsanitäre Ereignisse und Waldschäden: alle Ereignisse, die unter eine der beiden folgenden Kategorien fallen:

a) Ereignis, das die Gesundheit der Wälder beeinträchtigt: Ereignis biotischen, abiotischen oder anthropogenen Ursprungs, das den guten Zustand, die Vitalität und die Widerstandsfähigkeit einer oder mehrerer biotischer oder abiotischer Komponenten der Wälder und Forsten sowie deren vielfältige Funktionen beeinträchtigt oder ernsthaft zu beeinträchtigen droht;

b) Waldereignis: ein Ereignis biotischen, abiotischen oder anthropogenen Ursprungs, das seinen Ursprung im Waldgebiet hat und das die öffentliche Gesundheit, die öffentliche Sicherheit, Güter oder Wirtschaftstätigkeiten beeinträchtigt oder ernsthaft zu beeinträchtigen droht, ohne dabei notwendigerweise die Funktionsweise des Waldökosystems oder die Funktionen der Wälder und Forsten zu beeinträchtigen;

33° Gesundheitskrise: Ausnahmesituation, die durch das Eintreten oder die ernsthafte und unmittelbar drohende Gefahr des Eintretens eines sanitären Ereignisses oder eines Waldschadens gekennzeichnet ist, das bzw. der aufgrund seiner Intensität, seiner Unvorhersehbarkeit, seiner geografischen Ausdehnung, seiner raschen Entwicklung, seiner Dauer oder seines kumulativen Charakters die normalen Verwaltungs- oder Präventionsfähigkeiten der betroffenen Akteure übersteigt und ein ernsthaftes Risiko für die Funktionsweise und die Gesundheit der Waldökosysteme oder für die öffentliche Gesundheit, die öffentliche Sicherheit, die Güter oder die Wirtschaftstätigkeiten darstellt. ”.

Art. 2 - In Artikel 30 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) im einleitenden Satz wird die Wortfolge “oder auszugleichen” nach der Wortfolge “zu fördern” eingefügt;

b) die Wortfolge “Arbeiten” wird jeweils durch die Wortfolge “Maßnahmen und Arbeiten” ersetzt;

c) Ziffer 3 wird durch die Wortfolge “oder ihre Widerstandsfähigkeit gegenüber sanitären Ereignissen, Waldschäden und dem Klimawandel zu erhalten oder zu erhöhen” ergänzt;

d) der Absatz wird durch die Ziffern 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“6° Maßnahmen und Arbeiten, die dazu bestimmt sind, die Rolle der Wälder und Forsten im Rahmen der Bekämpfung des Klimawandels und seiner Folgen zu erhalten oder auszubauen;

7° Maßnahmen und Arbeiten, die dazu bestimmt sind, die Brandbekämpfung zu erleichtern oder die Folgen von Bränden zu minimieren. ”.

Art. 3 - In Artikel 44 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge “auf Flächen unter fünfzig Ar, auf Flächen, die ein Gefälle von mehr als 10 % aufweisen, und” aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 45 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge “im Rahmen einer Forst- und Jagdtätigkeit” durch die Wortfolge “im Rahmen einer Forst- und Jagdtätigkeit oder einer sanitären Maßnahme” ersetzt.

Art. 5 - In Titel III desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel VII mit dem Titel “Sanitäre Ereignisse und Waldschäden” eingefügt.

Art. 6 - In das durch Artikel 5 eingefügte Kapitel VII wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel “Über die Überwachung, Erkennung, Nachverfolgung, präventive Verwaltung und Eindämmung von sanitären Ereignissen und Waldschäden” eingefügt.

Art. 7 - In den durch Artikel 6 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel 51/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 51/1 - § 1. Innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird eine Beobachtungsstelle für die Waldgesundheit eingerichtet, um:

1° den sanitären Zustand der Wälder zu überwachen;

2° sanitäre Ereignisse und Waldschäden jeglicher Art zu erkennen und deren Entwicklung zu verfolgen;

3° die Daten zu erheben, die ihre Dokumentation ermöglichen;

4° die Akteure der Forstwirtschaft zu informieren und zu unterstützen, indem sie hinsichtlich der vorbeugenden Bewirtschaftung und der Maßnahmen beraten werden, die zur Eindämmung der schädlichen Folgen dieser Ereignisse zu ergreifen sind.

Die Beobachtungsstelle legt dem Wallonischen Parlament und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, jährlich einen Tätigkeitsbericht vor.

Die Regierung kann unter den vertraglichen und statutarischen Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen Beobachter benennen, die für die der Forstregelung unterliegenden Forsten und Wälder zuständig sind, um:

1° den sanitären Zustand der Wälder zu überwachen;

2° sanitäre Ereignisse und Waldschäden jeglicher Art zu erkennen und deren Entwicklung zu verfolgen;

3° die Daten zu erheben, die ihre Dokumentation ermöglichen;

4° die Beobachtungsstelle für die Waldgesundheit zu informieren.

§ 2. Das statutarische oder vertragliche Personal der Beobachtungsstelle für die Waldgesundheit ist berechtigt, Forsten und Wälder sowohl öffentlicher als auch privater Eigentümer zu betreten, die keine Wohnung darstellen, einschließlich derjenigen, die sich in den durch Artikel 2 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 ausgeschlossenen Gebieten befinden, um dort von 8:00 bis 18:00 Uhr die zur Erkennung und Nachverfolgung von sanitären Ereignissen und Waldschäden erforderlichen Vorgänge durchzuführen.

Dieses Zugangsrecht wird ausschließlich im Rahmen der in Paragraph 1 genannten Aufgaben ausgeübt.

Voraussetzung für diesen Zugang ist die vorherige Benachrichtigung des Eigentümers spätestens eine Woche im Voraus, es sei denn, es liegen Umstände höherer Gewalt oder zwingende, ordnungsgemäß begründete Gründe oder der ernsthafte Verdacht auf ein sanitäres Ereignis oder einen Waldschaden vor, dessen Entwicklung sehr schnell voranschreiten könnte und das bzw. der erhebliche Schäden verursachen könnte, wenn diese Frist eingehalten würde. In diesem Fall erfolgt die Benachrichtigung so schnell wie möglich, es sei denn, dies ist nachweislich unmöglich. Die Übermittlung eines Berichts gemäß Artikel 94 an den privaten Eigentümer ist nach der Besichtigung unter allen Umständen zwingend erforderlich.

Die Wallonische Beobachtungsstelle für die Wälder informiert den Inhaber des Jagdrechts, falls dieses nicht von dem Eigentümer ausgeübt wird.

Zu den Vorgängen, die zur Erkennung und Nachverfolgung der sanitären Ereignisse und Waldschäden erforderlich sind, gehören die Beobachtung, die Erstellung von Fotoberichten sowie die Durchführung von Messungen oder die Probenahme.

§ 3. Für die Identifizierung des Eigentümers einer von einem sanitären Ereignis oder einem Waldschaden betroffenen Parzelle sowie die Benachrichtigung vor jeder Besichtigung, die Übermittlung des Berichts sowie die eventuelle Kommunikation von Präventions- oder Verwaltungsempfehlungen sind die in Paragraph 2 genannten Bediensteten berechtigt, die Daten des Katasterregisters, aus denen der Name des Eigentümers und dessen Nationalregisternummer hervorgehen, sowie die Daten des Nationalregisters einzusehen, anhand derer dieser Name und diese Nummer einer Kontaktadresse zugeordnet werden können.

Kann der Eigentümer auf diese Weise nicht mit hinreichender Sicherheit identifiziert werden oder liegt ein durch zwingende Gründe gerechtfertigter Notfall vor, so können die in Paragraph 2 genannten Bediensteten die Gemeinde, die Nachbarn oder den Bewohner befragen.

Gegebenenfalls können die in Paragraph 2 genannten Bediensteten zur Identifizierung des Inhabers des Jagdrechts den Eigentümer, die Gemeinde, den Nachbarn oder den Bewohner befragen.

Die Verarbeitung der in Anwendung des vorliegenden Paragraphen erhobenen personenbezogenen Daten obliegt der Beobachtungsstelle für die Waldgesundheit. Die Daten werden bis zur Übermittlung des Berichts und eventueller Empfehlungen gespeichert und dürfen nicht für andere als die in Absatz 1 genannten Zwecke verwendet werden.

§ 4. Die auf den besuchten Parzellen erhobenen wissenschaftlichen Daten werden zur Nachverfolgung von sanitären Ereignissen und Waldschäden in der Wallonie herangezogen, insbesondere hinsichtlich ihrer Entwicklung im Zeitverlauf und auf dem Gebiet der Wallonie. Sie können zu historischen, statistischen oder wissenschaftlichen Zwecken weiterverarbeitet werden.

Die auf den besuchten Parzellen erhobenen wissenschaftlichen Daten dienen außerdem dazu:

1° für jedes identifizierte sanitäre Ereignis oder jeden identifizierten Waldschaden eine Strategie zur präventiven Verwaltung oder zur Risikoeindämmung zu entwickeln;

2° die Regierung im Falle einer drohenden oder bereits eingetretenen Gesundheitskrise zu benachrichtigen;

3° eine Strategie zum Krisenmanagement für den Fall einer nachgewiesenen Gesundheitskrise auszuarbeiten, die auf das jeweilige sanitäre Ereignis oder den jeweiligen Waldschaden zugeschnitten ist.

Es dürfen keine Daten offengelegt werden, aus denen Rückschlüsse auf individuelle Situationen sich ziehen lassen, wie beispielsweise genaue Geolokalisierungsdaten der betroffenen Parzellen. ”.

Art. 8 - In den durch Artikel 6 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel 51/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 51/2 - § 1. Die Regierung kann Maßnahmen zur Prävention, zur Risikoeindämmung oder zur laufenden Verwaltung festgestellter sanitärer Ereignisse und Waldschäden festlegen:

1° die regelmäßige Überwachung der Bestände und die Meldung jeder Auffälligkeit an die Bediensteten;

2° die Einhaltung von Hygiene- und Biosicherheitsmaßnahmen;

3° die Einhaltung von Maßnahmen, die durch die europäische Gesetzgebung vorgeschrieben sind;

4° jede sonstige Maßnahme, die im Hinblick auf das festgestellte Risiko und dessen Verbreitung relevant und angemessen ist.

Werden die in Absatz 1 genannten Maßnahmen nicht umgesetzt oder wird deren Durchführung offen abgelehnt, kann die Regierung die öffentlichen und privaten Eigentümer sowie alle Berechtigten zur Durchführung dieser Maßnahmen verpflichten.

Die Maßnahmen können das gesamte wallonische Gebiet oder einen Teil davon betreffen, der einer oder mehreren Zonen entspricht, deren Grenzen von der Regierung festgelegt werden, je nach der Lokalisierung des Ausbruchsherd und den natürlichen und künstlichen Hindernissen für die Ausbreitung des Risikos.

§ 2. Die von der Regierung benannte Dienststelle des ÖDW Landwirtschaft Naturschätze und Umwelt ist berechtigt, die Daten des Katasterregisters, aus denen der Name des Eigentümers und dessen Nationalregisternummer hervorgehen, sowie die Daten des Nationalregisters einzusehen, anhand derer dieser Name und diese Nummer einer Kontaktadresse zugeordnet werden können, um die für die Umsetzung der in Paragraph 1 genannten Maßnahmen zur präventiven Verwaltung und Risikoeindämmung erforderlichen Vorgänge und Folgemaßnahmen durchzuführen.

Kann der Eigentümer auf diese Weise nicht mit hinreichender Sicherheit identifiziert werden, so können die in Absatz 1 genannten Bediensteten die Gemeinde, die Nachbarn oder den Bewohner befragen.

Die Verarbeitung der in Anwendung des vorliegenden Paragraphen erhobenen personenbezogenen Daten obliegt der in Absatz 1 genannten Dienststelle des ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt. Die Daten werden bis zur Übermittlung des Berichts und eventueller Empfehlungen gespeichert und dürfen nicht für andere als die in Absatz 1 genannten Zwecke verwendet werden. ”.

Art. 9 - In das durch Artikel 6 eingefügte Kapitel VII wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel ”Über das sanitäre Krisenmanagement, das außergewöhnliche Bekämpfungsmaßnahmen erfordert” eingefügt.

Art. 10 - In den durch Artikel 9 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Artikel 51/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 51/3 - § 1. Die Regierung kann für jedes sanitäre Ereignis oder jeden Waldschaden spezifische Kriterien und Schwellenwerte für den Beginn und das Ende festlegen, anhand derer bestimmt werden kann, in welchen Fällen dieses sanitäre Ereignis oder dieser Waldschaden als Gesundheitskrise einzustufen ist, die außergewöhnliche Bekämpfungsmaßnahmen erfordert.

Die Regierung legt das Verfahren fest, nach dem der Eintritt einer solchen Gesundheitskrise bestätigt und deren geografischer und zeitlicher Umfang ermittelt wird.

Im Rahmen dieses Verfahrens kann die Regierung die Beobachtungsstelle für die Waldgesundheit ermächtigen, in dringenden Fällen oder unter außergewöhnlichen Umständen für ein bzw. einen oder mehrere bestimmte sanitäre Ereignisse oder Waldschäden das Auftreten einer Gesundheitskrise und deren geografischer Umfang selbst zu erkennen, wobei die Bestätigung durch die Regierung innerhalb einer Frist von höchstens sechs Wochen erfolgen muss.

Die in Absatz 3 genannte Frist kann unter bestimmten, ordnungsgemäß begründeten Umständen um höchstens sechs Wochen verlängert werden.

§ 2. Die Regierung kann vorsehen, dass bei Bestätigung des Auftretens einer Gesundheitskrise spezifische Maßnahmen gelten, bis die bestätigte Krisensituation beendet ist, und in diesem Rahmen kann sie:

1° spezifische Verwaltungsmaßnahmen vorsehen, die gegebenenfalls strenger sind als die Maßnahmen zur präventiven Verwaltung, zur Risikoeindämmung oder zur laufenden Verwaltung;

2° spezifische Abweichungen von den Artikeln 18 bis 28, 38, 42, 45, 78, 79, 80, 83 und 85 vorsehen, die durch eine Risikoanalyse in Bezug auf die Artikel 38 und 42 ordnungsgemäß begründet sind;

3° öffentlichen und privaten Eigentümern oder Berechtigten auferlegen, innerhalb einer festgelegten Frist bestimmte Verwaltungsmaßnahmen umzusetzen, und für den Fall, dass diese Maßnahmen nicht fristgerecht durchgeführt werden, ein Verfahren zur Durchführung von Amts wegen dieser Maßnahmen vorsehen, gegebenenfalls auf Kosten des säumigen Eigentümers oder Berechtigten;

4° Entschädigungen gewähren, um die zusätzlichen Belastungen auszugleichen, denen öffentliche und private Eigentümer oder Berechtigte ausgesetzt sind.

Die Maßnahmen können das gesamte wallonische Gebiet oder einen Teil davon betreffen, der einer oder mehreren Zonen entspricht, deren Grenzen gemäß Paragraf 1 festgelegt werden, je nach der Lokalisierung des Ausbruchsherdes und den natürlichen und künstlichen Hindernissen für die Ausbreitung des betreffenden sanitären Ereignisses.

§ 3. Im Rahmen der Umsetzung der in Paragraf 2 genannten spezifischen Maßnahmen ist das statutarische oder vertragliche Personal der Abteilung Natur und Forstwesen berechtigt, Forsten und Wälder sowohl öffentlicher als auch privater Eigentümer zu betreten, die keine Wohnung darstellen, einschließlich derjenigen, die sich in den durch Artikel 2 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 ausgeschlossenen Gebieten befinden.

Dieser Zugang ist an die schnellstmögliche Benachrichtigung des Eigentümers gebunden, es sei denn, dies ist nachweislich nicht möglich, sowie an die Übermittlung an den privaten Eigentümer eines dem Artikel 94 entsprechenden Berichts nach der Besichtigung.

Für die Identifizierung dieses Eigentümers, die Benachrichtigung jeder Besichtigung, die Übermittlung des Berichts sowie die eventuelle Kommunikation von Empfehlungen und auferlegten Verwaltungsmaßnahmen in Zusammenhang mit der festgestellten Gesundheitskrise sind die in Absatz 1 genannten Bediensteten berechtigt, die Daten des Katasterregisters, aus denen der Name des Eigentümers und dessen Nationalregisternummer hervorgehen, sowie die Daten des Nationalregisters einzusehen, anhand derer dieser Name und diese Nummer einer Kontaktadresse zugeordnet werden können.

Kann der Eigentümer auf diese Weise nicht mit hinreichender Sicherheit identifiziert werden oder liegt ein durch zwingende Gründe gerechtfertigter Notfall vor, so können die in Absatz 1 genannten Bediensteten die Gemeinde, die Nachbarn oder den Bewohner befragen.

Die Verarbeitung der in Anwendung des vorliegenden Paragrafen erhobenen personenbezogenen Daten obliegt der Abteilung Natur und Forstwesen. Die Daten werden bis zur Übermittlung des Berichts und eventueller Empfehlungen gespeichert und dürfen nicht für andere als die im vorliegenden Paragrafen genannten Zwecke verwendet werden. ”.

Art. 11 - In das durch Artikel 6 eingefügte Kapitel VII wird ein Abschnitt 3 mit dem Titel ”Über die Wiederherstellung, die Wiedergutmachung und die Ausgleichsmaßnahmen infolge einer sanitären Krise” eingefügt.

Art. 12 - In den durch Artikel 11 eingefügten Abschnitt 3 wird ein Artikel 51/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 51/4 - § 1. Die Regierung kann unter Einhaltung der europäischen Gesetzgebung über staatliche Beihilfen jeder natürlichen oder juristischen Person des öffentlichen oder privaten Rechts, die von einem sanitären Ereignis oder einem Waldschaden oder von den im Zusammenhang mit diesem sanitären Ereignis oder Waldschaden getroffenen Präventions- oder Verwaltungsmaßnahmen betroffen ist, Beihilfen zur Wiederherstellung, zur Wiedergutmachung oder zum Ausgleich der Schäden gewähren, die durch sanitäre Ereignisse oder Waldschäden an Wäldern, Personen, Gütern und Wirtschaftstätigkeiten verursacht wurden, unabhängig davon, ob diese biotischen, abiotischen oder anthropogenen Ursprungs sind.

Die Regierung legt die betroffenen Begünstigten fest.

§ 2. In Bezug auf die in Paragraf 1 genannten Beihilfen legt die Regierung Folgendes fest:

1° das Verfahren für die Gewährung der Beihilfe einschließlich der zu Rate zu ziehenden Instanzen;

2° die Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe;

3° die berücksichtigten Schäden;

4° die Beihilfebeträge, die Nachlässe, die Erhöhungen und Verringerungen und die Ausschlüsse;

5° die Methoden zur Bewertung und Beseitigung des Schadens;

6° die Maßnahmen zur Expertise und Kontrolle.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 kann die Regierung einen Mindest- und einen Höchstbetrag pro Begünstigten und pro Beihilfe festlegen.

Die Einleitung einer Haftpflichtklage zwecks der Wiedergutmachung des Schadens steht der Inanspruchnahme der Beihilfe nicht entgegen. ”.

Art. 13 - Artikel 64 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 64 - § 1. Sind die Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts Teil des Umkreises eines Natura 2000-Gebiets, so wird der bestehende Raumordnungsplan revidiert, damit er den Regeln, Zielen und biologischen Herausforderungen dieses Statuts angepasst wird.

In diesem Fall wird der Entwurf zur Revidierung des Raumordnungsplans von dem von der Regierung benannten Bediensteten ausgearbeitet und von dem Eigentümer genehmigt.

Der von der Regierung benannte Bedienstete holt das Gutachten der Erhaltungskommission für die Natura 2000-Gebiete ein. Das begründete Gutachten wird innerhalb von sechzig Tagen nach dem Antrag übermittelt, sofern keine abweichenden Bestimmungen vorliegen. Die Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben. Fehlt das Gutachten innerhalb der genannten Frist, so wird das Verfahren fortgesetzt.

§ 2. Werden die Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts als Naturschutzgebiet oder Forstschutzgebiet anerkannt, so tritt der Bewirtschaftungsplan des Naturschutzgebiets oder des Forstschutzgebiets an die Stelle des Forstraumordnungsplans und gilt als Raumordnungsplan für die betreffenden Geländeabschnitte. ”.

Art. 14 - In Artikel 70 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird zwischen die Wortfolge ”In den staatlichen Waldungen” und die Wortfolge ”und wenn” die Wortfolge ”, im Falle einer Gesundheitskrise,” eingefügt.

Art. 15 - In Artikel 74 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge ”die Windbrüche” durch die Wortfolge ”die Windbrüche, das gebrochene Holz und das vom Borkenkäfer befallene Holz” ersetzt.

Art. 16 - Artikel 79 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

”Der Verkauf wird nur nach Bestätigung des Verkaufs, gegebenenfalls in einer Sitzung, durch den Gemeinderat oder dessen Beauftragten oder durch das zuständige Organ der juristischen Person öffentlichen Rechts oder dessen Beauftragten endgültig.”.

Art. 17 - In Artikel 103 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge ”die Artikel 22, 40, 42, 43, 44, 46, 62, 66, 68, 71, Absatz 1, 4° und 5°, 71, Absatz 2, 80 und 88” wird durch die Wortfolge ”die Artikel 22, 40, 42, 43, 44, 46, 51/2, 62, 66, 68, 71 Absatz 1 Ziffern 4 und 5, 71 Absatz 2, 80 und 88” ersetzt;

2° der einzige Absatz wird wie folgt abgeändert: zwischen die Wortfolge ”Erlasse verstösst,” und die Wortfolge ”wird mit” wird die Wortfolge ”indem er sich den vorgesehenen Maßnahmen widersetzt, gegen sie verstößt, sie nicht einhält oder nicht durchführt,” eingefügt.

Art. 18 - In Artikel 104 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge ”Artikel 73, 74 und 85” durch die Wortfolge ”Artikel 51/3, 73, 74 und 85” ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 108 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2021, wird die Wortfolge ”eines Vergleichs” durch die Wortfolge ”einer sofortigen Erhebung” ersetzt.

Art. 20 - Artikel 15 Ziffer 5 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird aufgehoben.

Art. 21 - Artikel 3 tritt an einem von der Regierung festgelegten Datum und spätestens am 1. Januar 2028 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 2026

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, internationale Beziehungen und Tierwohl
A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden
F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Beschäftigung,
Ausbildung, Forschung und digitale Technologien
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft
Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastrukturen
J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung
V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen
C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten
A.-C. DALCQ

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 563 (2025-2026), Nrn. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Juli 2026

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2026/006265]

16 JULI 2026. — Decreet tot wijziging van het Boswetboek, wat het in aanmerking nemen van sanitaire bosverschijnselen betreft (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt aangevuld met een punt 32° en een punt 33°, luidend als volgt:

« 32° sanitaire verschijnselen en bosrampen: het geheel van de verschijnselen die onder een van de volgende twee categorieën vallen:

a) verschijnsel dat de gezondheid van de bossen aantast: verschijnsel van biotische, abiotische of antropogene oorsprong dat de goede staat, de vitaliteit en de veerkracht van een of meer biotische of abiotische componenten van de bossen en wouden, of hun meervoudige functies, aantast of ernstig dreigt aan te tasten;

b) bosgerelateerd verschijnsel: een verschijnsel van biotische, abiotische of antropogene oorsprong dat zijn oorsprong vindt in het bosmilieu en dat gevolgen heeft of ernstige gevolgen kan hebben voor de volksgezondheid, de openbare veiligheid, goederen of economische activiteiten, zonder dat dit noodzakelijkerwijs invloed heeft op het functioneren van het bosecosysteem of de functies van de bossen en wouden;

33° sanitaire crisis: een uitzonderlijke situatie die gekenmerkt wordt door het optreden of de ernstige en nakende dreiging van het optreden van een sanitair verschijnsel of een bosramp die, door de intensiteit, het onvoorspelbare karakter, de geografische omvang, de snelheid van evolutie, de duur of het cumulatieve karakter ervan, de normale beheers- of preventiecapaciteiten van de betrokken actoren overschrijdt, en een ernstig risico inhoudt voor de werking en de gezondheid van de bosecosystemen, of voor de volksgezondheid, de openbare veiligheid, goederen of economische activiteiten. ».

Art. 2. In artikel 30, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden "of te compenseren" ingevoegd tussen de woorden "te bevorderen" en de woorden "in de bossen en de wouden";

b) de woorden "de werken" worden telkens vervangen door de woorden "de maatregelen en de werken";

c) punt 3 wordt aangevuld met de woorden "of om hun veerkracht ten aanzien van sanitaire verschijnselen en bosrampen en klimaatverandering te behouden of te vergroten";

d) het lid wordt aangevuld met de punten 6° en 7°, luidend als volgt :

6° de maatregelen en werken die bestemd zijn voor het instandhouden of de ontwikkeling van de rol van de bossen en wouden in het kader van de strijd tegen de klimaatveranderingen en de gevolgen daarvan;

7° de maatregelen en werken die bestemd zijn om de brandbestrijding te vergemakkelijken of de gevolgen ervan tot een minimum te beperken. ».

Art. 3. In artikel 44 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "op oppervlakten van minder dan vijftig are, op de hellingen met een hogere hellingsgraad dan tien percent en" opgeheven.

Art. 4. In artikel 45 van hetzelfde wetboek worden de woorden "bosbouw- of jachtactiviteit" vervangen door de woorden "bosbouw- of jachtactiviteit of een activiteit in het kader van de sanitaire bestrijding".

Art. 5. In Titel III van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, met als opschrift "Sanitaire verschijnselen en bosrampen".

Art. 6. In hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 5, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Het toezicht op, de opsporing, de opvolging, het preventieve beheer en de matiging van sanitaire verschijnselen en bosrampen".

Art. 7. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 51/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 51/1. § 1. Binnen de Waalse Overheidsdienst wordt een "Observatoire de la Santé des Forêts" (Waarnemingscentrum voor de Gezondheid van de Bossen) opgericht met als doel:

1° toezicht houden op de gezondheidstoestand van de bossen;

2° het opsporen en volgen van de ontwikkeling van gezondheidsverschijnselen en bosrampen van welke aard dan ook;

3° gegevens verzamelen waarmee deze verschijnselen en rampen kunnen worden gedocumenteerd;

4° de actoren in de bosbouwsector informeren en ondersteunen door hen advies te geven over preventief beheer en de maatregelen die moeten worden genomen om de schadelijke gevolgen van deze verschijnselen te beperken.

Het Waarnemingscentrum legt jaarlijks een activiteitenverslag voor aan het Waals Parlement en aan de Minister tot wiens bevoegdheden de bossen behoren.

De Regering kan onder de contractuele en statutaire personeelsleden van het "DNF" correspondenten-waarnemers aanwijzen in de hoedanigheid van correspondent-waarnemer voor de bossen die onder de bosbouwregeling vallen, met het oog op:

1° het toezicht op de sanitaire toestand van de bossen;

2° de opsporing en de opvolging van de evolutie van de sanitaire verschijnselen en bosrampen van welke aard ook;

3° het verzamelen van de gegevens die toelaten deze verschijnselen en rampen te documenteren;

4° het informeren van het "Observatoire de la Santé des Forêts".

§ 2. Het statutaire of contractuele personeel van het "Observatoire de la Santé des Forêts" is gemachtigd om, van 8.00 uur tot 18.00 uur, de bossen en wouden van zowel openbare als particuliere eigenaars te betreden die geen woonplaats vormen, met inbegrip van de bossen gelegen in de gebieden die bij artikel 2, derde lid, 2° en 3°, zijn uitgesloten, teneinde er de handelingen te verrichten die nodig zijn voor de opsporing en de opvolging van sanitaire verschijnselen en bosrampen.

Dit toegangrecht wordt uitsluitend uitgeoefend in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde opdrachten.

Die toegang is afhankelijk van de voorafgaande informatie van de eigenaar ten laatste één week vooraf, behalve in geval van overmacht of behoorlijk gerechtvaardigde dwingende redenen, of van een ernstig vermoeden van een sanitair verschijnsel of een bosramp waarvan de evolutie zeer snel zou kunnen zijn en die aanzienlijke schade zou kunnen veroorzaken indien die termijn niet in acht wordt genomen. In dat geval vindt de informatie zo snel mogelijk plaats, behalve in geval van onmogelijkheid gestaafd door bewijskrachtige elementen. De toezending aan de particuliere eigenaar van een verslag in overeenstemming met artikel 94 is in alle omstandigheden verplicht na het bezoek.

Het "Observatoire wallon des Forêts" informeert de houder van het jachtrecht indien dat recht niet door de eigenaar wordt uitgeoefend.

De handelingen die nodig zijn voor de opsporing en de opvolging van sanitaire verschijnselen en bosrampen omvatten de observatie, het maken van fotoreportages en het verrichten van metingen of het nemen van monsters.

§ 3. Om de identificatie mogelijk te maken van de eigenaar van een perceel dat betrokken is bij een sanitair verschijnsel of een bosramp, evenals de toezending van de voorafgaande informatie vóór elk bezoek, de toezending van het verslag en de eventuele mededeling van preventie- of beheersadviezen, zijn de in paragraaf 2 bedoelde personeelsleden gemachtigd om de gegevens van het kadastraal register te raadplegen die toelaten de naam van de eigenaar en zijn rijksregisternummer te kennen, en de gegevens van het rijksregister die toelaten die naam en dat nummer te koppelen aan een contactadres.

Indien de eigenaar op deze wijze niet met voldoende zekerheid kan worden geïdentificeerd, of in geval van een noodsituatie die door dwingende redenen wordt gerechtvaardigd, mogen de in lid 2 bedoelde personeelsleden de gemeente, de burens of de bewoner ondervragen.

In voorkomend geval kunnen de in paragraaf 2 bedoelde personeelsleden, om de houder van het jachtrecht te identificeren, de eigenaar, de gemeente, de buur of de bewoner bevragen.

De verwerking van de persoonsgegevens die op grond van dit lid worden verzameld, valt onder de verantwoordelijkheid van het "Observatoire de la santé des forêts". De gegevens worden bewaard tot de toezending van het verslag en de eventuele adviezen, en mogen niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die welke in het eerste lid zijn vermeld.

§ 4. De wetenschappelijke gegevens die op de bezochte percelen zijn verzameld, worden gebruikt voor de opvolging van de Waalse sanitaire verschijnselen en bosrampen, met name de evolutie ervan in de tijd en op het Waalse grondgebied. Ze kunnen voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden verder worden verwerkt.

De wetenschappelijke gegevens die op de bezochte percelen zijn verzameld, dienen tevens om:

1° een beleid uit te werken voor preventief beheer of risicobeperking dat specifiek is afgestemd op elk geïdentificeerd sanitair verschijnsel of bosramp;

2° de Regering te waarschuwen in geval van een dreigende sanitaire crisis of bij het uitbreken ervan;

3° een crisisbeheersingsbeleid uit te stippelen in geval van een bewezen sanitaire crisis, dat eigen is aan het waargenomen sanitair verschijnsel of de waargenomen bosramp.

Er mogen geen gegevens worden bekendgemaakt die individuele situaties kunnen onthullen, zoals nauwkeurige geolocatiedata van de betrokken percelen. "

Art. 8. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 51/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 51/2. § 1. De Regering kan maatregelen bepalen inzake preventie, risicobeperking of courant beheer van de geïdentificeerde sanitaire verschijnselen en bosrampen:

1° het periodiek controleren van de bosbestanden en het melden van eventuele afwijkingen aan de personeelsleden;

2° de naleving van hygiënemaatregelen en biobeveiligingsmaatregelen;

3° de naleving van maatregelen opgelegd door een Europese regelgeving;

4° elke andere relevante en proportionele maatregel in het licht van het geïdentificeerde risico en de prevalentie ervan.

In geval van het niet-tenuitvoerleggen of van een kennelijke weigering tot uitvoering van de in het eerste lid bedoelde maatregelen, kan de Regering de uitvoering ervan opleggen aan de openbare en particuliere eigenaars, evenals aan elke rechthebbende..

De maatregelen kunnen betrekking hebben op het gehele Waalse grondgebied of op een deel daarvan dat overeenkomt met een of meer gebieden waarvan de grenzen door de Regering worden vastgesteld, afhankelijk van de locatie waar een uitbraak is ontstaan en van de natuurlijke en kunstmatige belemmeringen voor de verspreiding van het risico.

§ 2. De door de Regering aangewezen dienst van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (SPW ARNE) is gemachtigd om de gegevens van het kadastraal register te raadplegen die toelaten de naam van de eigenaar en zijn rijksregisternummer te kennen, en de gegevens van het rijksregister die toelaten die naam en dat nummer te koppelen aan een contactadres, teneinde over te gaan tot de handelingen en opvolgingen die nodig zijn voor de invoering van de in paragraaf 1 bedoelde maatregelen inzake preventief beheer en risicobeperking.

1.

Indien die stap niet toelaat de eigenaar met voldoende zekerheid te identificeren, kunnen de in het eerste lid bedoelde personeelsleden de gemeente, de burens of de bewoner bevragen.

De in het eerste lid bedoelde dienst van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (SPW ARNE) is de verwerkingsverantwoordelijke voor de persoonsgegevens die met toepassing van deze paragraaf worden verzameld. De gegevens worden bewaard tot de toezending van het verslag en de eventuele adviezen, en mogen niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die welke in het eerste lid zijn vermeld. "

Art. 9. In hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 6, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Het beheer van sanitaire crisissen die uitzonderlijke bestrijdingsmiddelen vereisen".

Art. 10. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 51/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 51/3. § 1. De Regering kan de in- en uitstapcriteria en -drempels bepalen die eigen zijn aan elk sanitair verschijnsel of elke bosramp, teneinde vast te stellen wanneer dat sanitair verschijnsel of die bosramp moet worden gekwalificeerd als een sanitaire crisis die uitzonderlijke bestrijdingsmiddelen vereist.

De Regering bepaalt de procedure voor de bevestiging van het uitbreken van een dergelijke sanitaire crisis en voor de vaststelling van de geografische en temporele omvang ervan.

In het kader van die procedure kan de Regering het "Observatoire de la santé des forêts" machtigen om, in geval van spoedeisendheid of uitzonderlijke omstandigheden, voor een of meer bepaalde sanitaire verschijnselen of bosrampen, zelf het uitbreken van een sanitaire crisis en de geografische omvang ervan te erkennen, mits latere bevestiging door de Regering binnen een termijn van ten hoogste zes weken.

De in het derde lid bedoelde termijn kan in specifieke, naar behoren gemotiveerde omstandigheden worden verlengd met een extra duur van ten hoogste zes weken.

§ 2. De Regering kan bepalen dat, wanneer de uitbraak van een sanitaire crisis is bevestigd, specifieke maatregelen van toepassing zijn totdat de bevestigde crisissituatie is beëindigd, en in dat kader kan zij:

1° specifieke beheersmaatregelen voorschrijven die eventueel dwingender zijn dan de preventieve beheersmaatregelen, de risicobeperkende maatregelen of de maatregelen voor het dagelijks beheer;

2° specifieke afwijkingen bepalen op de artikelen 18 tot 28, 38, 42, 45, 78, 79, 80, 83 en 85, die naar behoren zijn gerechtvaardigd door een risicoanalyse wat de artikelen 38 en 42 betreft;

3° openbare en particuliere eigenaars of rechthebbenden verplichten om specifieke beheersmaatregelen uit te voeren binnen een opgelegde termijn en, bij gebreke van uitvoering binnen die termijn, een procedure voorzien voor de ambtshalve uitvoering van die maatregelen, in voorkomend geval op kosten van de in gebreke blijvende eigenaar of rechthebbende;

4° vergoedingen toekennen ter compensatie van de extra lasten die worden opgelegd aan openbare en particuliere eigenaars of rechthebbenden.

De maatregelen kunnen betrekking hebben op het hele Waalse grondgebied of op een deel ervan dat overeenstemt met een of meer gebieden waarvan de grenzen worden vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, in functie van de lokalisatie van de oorsprong van een haard en van de natuurlijke en kunstmatige hindernissen voor de verspreiding van het betrokken sanitaire verschijnsel.

§ 3. Het statutair of contractueel personeel van het "Département de la Nature et des Forêts" (Departement Natuur en Bossen) is gemachtigd om de bossen en wouden van zowel openbare als particuliere eigenaars te betreden die geen woonplaats vormen, met inbegrip van de bossen en wouden gelegen in de gebieden die zijn uitgesloten door artikel 2, derde lid, 2° en 3°, in het kader van de uitvoering van de in paragraaf 2 bedoelde specifieke maatregelen.

Deze toegang is afhankelijk van het zo snel mogelijk informeren van de eigenaar, tenzij dit onmogelijk blijkt op basis van bewijsmateriaal, en van de toezending aan de particuliere eigenaar van een verslag dat in overeenstemming is met artikel 94 na het bezoek.

Om de identificatie van deze eigenaar mogelijk te maken, evenals de toezending van de informatie over elk bezoek, de toezending van het verslag en de eventuele mededeling van adviezen en verplichte beheersmaatregelen in verband met de vastgestelde sanitaire crisis, zijn de in het eerste lid bedoelde personeelsleden gemachtigd om de gegevens van het kadastraal register te raadplegen waarmee de naam van de eigenaar en zijn rijksregisternummer kunnen worden achterhaald, evenals de gegevens van het rijksregister waarmee deze naam en dit nummer aan een contactadres kunnen worden gekoppeld.

Indien deze procedure het niet mogelijk maakt de eigenaar met voldoende zekerheid te identificeren, of in geval van dringende noodzaak gerechtvaardigd door dwingende redenen, kunnen de in het eerste lid bedoelde personeelsleden de gemeente, de burens of de bewoner bevragen ondervragen.

De verwerking van de persoonsgegevens die ter uitvoering van deze paragraaf worden verzameld, valt onder de verantwoordelijkheid van het "Département de la Nature et des Forêts". De gegevens worden bewaard tot de toezending van het verslag en de eventuele adviezen, en mogen niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan deze vermeld in deze paragraaf. "

Art. 11. In hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 6, wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Herstel, herstelling en compensaties ten gevolge van een sanitaire crisis".

Art. 12. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 51/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 51/4. § 1. De Regering kan, met naleving van de Europese regelgeving inzake staatssteun, aan elke natuurlijke of rechtspersoon van publiek- of privaatrecht die gevolgen ondervindt van een sanitair verschijnsel of een bosramp, of van de preventie- of beheersmaatregelen die met betrekking tot dat sanitair verschijnsel of die bosramp zijn genomen, steun verlenen voor het herstel, de herstelling of de compensatie van de schade die door sanitaire verschijnselen of bosrampen is toegebracht aan bossen, personen, goederen en economische activiteiten, ongeacht of deze van biotische, abiotische of antropogene oorsprong zijn.

De Regering geeft aan op welke begunstigden dit betrekking heeft.

§ 2. Voor de in paragraaf 1 bedoelde steun bepaalt de Regering:

1° de procedure voor de toekenning van de steun, met inbegrip van de te raadplegen instanties;

2° de voorwaarden voor de toekenning van de steun;

3° de in aanmerking genomen schade;

4° de steunbedragen, de verminderingen, de verhogingen en verlagingen, en de uitsluitingen;

5° de methoden voor de evaluatie en de uitbetaling van de schade;

6° de maatregelen voor de expertise en de controle.

Wat het eerste lid, 4°, betreft, kan de Regering een minimum- en een maximumbedrag aan steun per begunstigde en per steunmaatregel bepalen.

Het instellen van een vordering tot aansprakelijkheid met het oog op herstel wegens schade belemmert het verkrijgen van de steun niet. ».

Art. 13. Artikel 64 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art. 64. § 1. Wanneer de bossen en wouden van publiekrechtelijke rechtspersonen deel uitmaken van de omtrek van een Natura 2000-locatie, wordt het bestaande inrichtingsplan herzien om het in overeenstemming te brengen met de regels, doelstellingen en biologische belangen van dat statuut.

In dat geval wordt het ontwerp tot herziening van het inrichtingsplan opgesteld door het door de Regering aangewezen personeelslid en goedgekeurd door de eigenaar.

Het door de Regering aangewezen personeelslid vraagt het advies van de instandhoudingscommissie van de Natura 2000-locaties. Het met redenen omklede advies wordt binnen zestig dagen na het verzoek uitgebracht, tenzij anders bepaald. De termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus. Bij gebrek aan een advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 2. Wanneer de bossen en wouden van publiekrechtelijke rechtspersonen erkend zijn als natuureservaat of bosreservaat, vervangt het beheersplan van het natuureservaat of van het bosreservaat het bosinrichtingsplan en wordt het geacht een inrichtingsplan te vormen voor de betrokken terreinen. ”.

Art. 14. In artikel 70, lid 1^{er}, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “in geval van een sanitaire crisis of” ingevoegd tussen de woorden “Als er in de domaniale bossen” en het woord “werken”.

Art. 15. In artikel 74 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de windworp” vervangen door de woorden “de gebroken en door de schorskever aangetaste windworp”.

Art. 16. Artikel 79, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“De verkoop wordt pas definitief na de validering van de verkoop, in voorkomend geval tijdens de zitting, door het gemeentecollege of zijn gemachtigde, of door het bevoegde orgaan van de publiekrechtelijke rechtspersoon of zijn gemachtigde. ”.

Art. 17. In artikel 103 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de artikelen 22, 40, 42, 43, 44, 46, 62, 66, 68, 71, eerste lid, 4° en 5°, 71, tweede lid, 80 en 88” worden vervangen door de woorden “de artikelen 22, 40, 42, 43, 44, 46, 51/2, 62, 66, 68, 71, eerste lid, 4° en 5°, 71, tweede lid, 80 en 88”;

2° het enige lid wordt aangevuld als volgt: “, door zich te verzetten tegen de voorziene maatregelen, ze te overtreden, ze niet na te leven of ze niet uit te voeren”.

Art. 18. In artikel 104, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de artikelen 73, 74 en 85 vervangen door de woorden “de artikelen 51/3, 73, 74 en 85”.

Art. 19. In artikel 108, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 24 november 2021, wordt het woord “schikking” vervangen door de woorden “onmiddellijke inning”.

Art. 20. Artikel 15, 5°, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 3 treedt in werking op een door de Regering vastgestelde datum, en uiterlijk op 1 januari 2028.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 2026.

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Internationale Betrekkingen en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur,
Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Tewerkstelling,
Vorming, Onderzoek en Digitale Technologieën,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,
J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,
V. LESCENIER

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,
C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
A.-C. DALCQ

Nota

(1) *Zitting 2025-2026.*

Stukken van het Waals Parlement, 563 (2025-2026) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 juli 2026.

Bespreking.

Stemming.